

Séance ordinaire du lundi 8 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Mylvia HOUQUET, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Nadia AKIL, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER.

Modalité de versement des allocations retour à l'emploi dans le cadre d'une création d'entreprise - Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les employeurs publics, qui assurent eux-mêmes leurs agents contre le risque de chômage, en supportent la charge financière et indemnisent les allocataires qui remplissent les conditions d'attribution.

L'article L.5424-1 du Code du travail impose aux employeurs publics de verser l'allocation d'assurance chômage dans les conditions de droit commun et selon les modalités d'application de Pôle Emploi.

Dans le cadre de création ou de reprise d'entreprise, le règlement d'assurance chômage prévoit deux types d'aide pour les demandeurs d'emploi, dépendant du secteur privé et dont l'indemnisation dépend de pôle emploi :

- le cumul total ou partiel de l'allocation chômage avec les revenus de l'activité professionnelle non salariée ;
- l'Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) correspondant au versement du montant des allocations chômage dont bénéficie l'allocataire sous forme de capital (*décret n°2019-797, article 35*).

S'agissant d'une aide, le juge administratif avait considéré que les employeurs publics ne pouvaient pas verser l'ARCE (*Conseil d'Etat, n°378893, 15 avril 2015*), considérant que la nature, les conditions d'octroi et les modalités se distinguent de l'allocation chômage, et que l'obligation des employeurs publics, relevant de la loi, se limitaient au seul versement de l'allocation d'assurance chômage.

Afin de permettre le versement de cette aide par les employeurs publics et alors que la loi ne prévoit que le versement de l'allocation d'assurance chômage, le décret n°2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public, précise en son article 5, qu'en cas de reprise ou de création d'entreprise, l'allocation peut être servie, sur demande expresse de l'intéressé(e), dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'ARCE fixées par le Règlement d'assurance chômage.

Il s'agit donc, non plus d'une aide, mais d'une modalité de versement de l'allocation d'assurance chômage ouverte aux employeurs du secteur public.

A ce titre, s'agissant d'une possibilité de versement en capital, il appartient à l'employeur public de délibérer pour le versement de l'allocation d'assurance chômage dans les conditions de l'ARCE.

Il est proposé d'ouvrir la possibilité d'attribution de l'ARCE aux allocataires indemnisés par la collectivité dans les mêmes conditions et selon les modalités d'application définies par Pôle Emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la mise en œuvre de la nouvelle modalité d'attribution de l'Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) pour les allocataires indemnisés par la collectivité ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, tout chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17 février 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210208-153861-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/21
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.